

Poids et position stratégique de la Turquie mai 2005

La politique extérieure de la Turquie - définie par le Pacte National (*Milli Misak*) de 1920 - vise avant tout à sauvegarder l'unité et la souveraineté nationales. Cet isolationnisme en matière de politique étrangère fut contrebalancé par l'identification des dirigeants turcs à l'Occident, tant du point de vue culturel que stratégique. Aujourd'hui la Turquie est membre de l'ONU, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, de l'OTAN, de l'OCDE, du Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est, de l'Organisation de Coopération Economique ainsi que de l'Organisation de la Conférence Islamique. Les positions de la Turquie y sont en général peu éloignées de celles de l'UE sauf à l'OMC. Elle est aussi observatrice au sein de la Ligue Arabe.

La Défense turque dans le club occidental¹

La Turquie intégra l'OTAN en 1952 et devint l'élément essentiel de la défense de la Méditerranée. Elle est toujours un membre important de cette organisation dont elle constitue la deuxième armée par le nombre d'hommes. La mise en place de Berlin Plus a notamment été conditionnée par son adhésion à l'accord conclu en 2002 entre l'UE et l'OTAN. Elle a participé aux opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie et en Croatie, ainsi qu'à la mission dirigée par l'UE en Macédoine (ARYM). Elle a aussi dirigé la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité en Afghanistan (FIAS) en 2002. La Turquie a toujours fondé sa politique de défense sur des partenariats avec l'Europe et les Etats-Unis. Mais depuis la fin de la Guerre Froide, avec l'émergence de critiques éthiques et la perte de sa place d'allié privilégié des Etats-Unis au Moyen-Orient, la Turquie compte **développer sa propre capacité de projection** en favorisant l'industrie nationale. Elle a aussi accentué sa coopération avec Israël (1996) et compte même être intégrée à son système de défense antimissile.

Les **Etats-Unis** ont toujours été les premiers partenaires des Turcs en matière de défense mais les tensions en ce qui concerne l'utilisation des bases turques par les Américains ont été fréquentes, depuis la crise du Liban (1952) jusqu'à la Guerre d'Irak (2003). Parallèlement, le retrait des fusées Jupiter en 1963 affaiblissait la protection américaine. Si l'attitude à adopter vis-à-vis des Etats-Unis a suscité des divisions en 1991 (démission du chef d'Etat-Major pour ne pas cautionner la participation de la Turquie - décidée par le Président Turgut Özal - à la première Guerre du Golfe) on constate aujourd'hui un **sentiment général de défiance** qui se traduit notamment par un anti-américanisme populaire croissant (90% des turcs opposés à la Guerre en Irak en 2003) et par la remise en cause de l'apport économique américain (la Première Guerre du Golfe aurait coûté 100 Mds\$ à la Turquie). De plus, il semble que si la Turquie a accepté de participer à la coalition de maintien de la paix après la guerre ce fut surtout dans le but de contrôler la zone kurde irakienne.

La perspective de l'adhésion joue pour l'instant un rôle non négligeable dans la normalisation des relations entre la Turquie et la Grèce. Les questions en suspens concernant les espaces maritime et aérien respectifs pourraient être soumises à la Cour Internationale de Justice comme le demande l'UE, et le cas de Chypre n'est toujours pas réglé. Quel que soit le cas, le contrôle aux frontières serait maintenu. **Une coopération renforcée** sera nécessaire contre les trafics d'armes, d'êtres humains et de drogue (principale voie d'acheminement de l'héroïne). La croissance économique diminuerait les risques d'instabilité et - en cas d'adhésion - la politique extérieure européenne serait **recentrée vers le Moyen-Orient**. Le poids politique de l'UE dans la zone dépendra alors de sa capacité à parler d'une seule voix et de la réaction des pays arabes. En effet, si ceux-ci ne considèrent pas la Turquie comme un modèle à suivre l'adhésion pourrait améliorer l'image d'une Europe ressentie comme « chrétienne » et donc radicalement différente.

¹ <http://carlisle-www.army.mil/usawc/parameters/00summer/hickok.htm>

Le retour de la Turquie comme puissance régionale²

Située non loin de la mer Caspienne, la Turquie apparaît comme un espace primordial pour le **transit des hydrocarbures** vers une Europe qui cherche à diminuer sa dépendance vis-à-vis de la Russie. Un gazoduc permettra au Turkménistan de fournir du gaz naturel à la Turquie en passant par l'Iran (8 Mds de mètres cubes, 3200 km, 1,6 Mds\$). En ce qui concerne le transport du pétrole, l'Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan commencé en 2002 est aujourd'hui achevé malgré le manque de ressources et les doutes quant à sa rentabilité (coût de 4 Mds \$ soit bien plus que la simple mise à niveau du réseau russe). La protection des réseaux de transport d'hydrocarbures nécessite la constitution d'**alliances stratégiques de sécurité**. Dans le Caucase les liens sont particulièrement forts avec la Géorgie, mais aussi avec l'Azerbaïdjan. En Asie Centrale la Turquie est le principal fournisseur d'aide dans le cadre du Partenariat pour la Paix de l'OTAN. Cette stratégie d'influence ne va pas sans frictions avec la Russie (Géorgie : coup d'Etat contre Eltchibey, pro-turc, remplacé par Aliiev, pro-russe, en 1993) avec qui la Turquie a par ailleurs des relations commerciales importantes. En ce qui concerne l'Arménie, les relations semblent bloquées malgré l'ouverture officielle des frontières en 1992.

Des relations tendues avec le Moyen-Orient³

La Turquie se défie des pays arabes depuis leur révolte contre l'Empire Ottoman en 1916. Outre une xénophobie latente, quelques tensions subsistent au niveau des frontières. La Syrie accepte toujours mal le don par la France d'Alexandrette (Iskenderun) à la Turquie en 1939 et la frontière irakienne est entourée d'une zone démilitarisée de 75 km de large. Mais c'est surtout la promesse de création d'un Kurdistan (traité de Sèvres, 1920) qui est source de tensions. En 1998 la Turquie obtint de la Syrie qu'elle cesse de soutenir le PKK. De même, l'Irak autorisa l'organisation sur son territoire d'opérations turques contre les Kurdes soutenus par le régime iranien (1983, 1984 et 1987). L'attitude vis-à-vis de l'Irak resta cependant ambiguë puisque la Turquie a longtemps revendiqué la région de Mossoul et Kirkouk, où l'on trouve une importante population turkmène ainsi que d'importantes réserves de pétrole. Récemment, la Turquie a par ailleurs fait pression pour que cette zone et les revenus pétroliers qu'elle suppose, ne soient pas réintégrés au Kurdistan.

Au Moyen-Orient, la Turquie semble donc être passée **d'une stratégie de sécurité collective à une stratégie d'ambition régionale**. En ce qui concerne le problème kurde, le gouvernement a par exemple fait preuve de bienveillance dès lors que les Kurdes luttèrent contre le pouvoir de Saddam Hussein et affaiblissaient l'Irak. La Turquie espérait aussi gérer les sources du Tigre et de l'Euphrate pour son seul profit et aimerait constituer un réseau d'influence dans le Caucase et l'Asie Centrale au détriment de l'Iran, avec lequel les relations économiques enregistrent cependant des progrès notables.

² <http://www.robert-schuman.org/synth131.htm>

³ http://meria.idc.ac.il/books/bookstore/les_relations.pdf